

Décision 2020/3

Principes directeurs concernant l'attribution d'une aide financière

La Conférence des Parties,

Rappelle qu'elle a invité les Parties à fournir des fonds, dans la mesure du possible et s'il y a lieu, pour faciliter la participation des représentants de pays en transition, de pays en développement et de pays les moins avancés qui ont manifesté un intérêt pour les activités menées au titre de la Convention, qu'elles soient intergouvernementales ou liées à l'assistance,

Rappelle également que, sous réserve de la disponibilité de ressources à cette fin et conformément au budget adopté par la Conférence des Parties, le secrétariat examine les demandes d'aide financière émanant de pays remplissant les conditions requises en donnant la priorité, par ordre décroissant, aux Parties, aux États non parties de la région de la Commission économique pour l'Europe (CEE) et aux représentants des pays en développement et des pays les moins avancés au-delà de cette région,

Décide que les Parties d'Europe orientale (Biélorus et la République de Moldova), d'Europe du Sud-Est (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine du Nord, Monténégro et Serbie), du Caucase (Arménie et Azerbaïdjan) et d'Asie centrale (Kazakhstan) sont susceptibles, sous réserve que des fonds soient disponibles, de bénéficier d'une aide financière pour faciliter la participation de leurs experts et de leurs représentants à des activités organisées dans le cadre de la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels et relevant de son Programme d'aide et de coopération, comme suit : le secrétariat pourrait fournir aux participants une aide financière pour aider à couvrir les dépenses liées à leur participation, y compris, si possible, les frais de logement et les billets d'avion,

Décide également que les pays non parties à la Convention qui bénéficient de son Programme d'aide et de coopération pourraient également recevoir l'aide financière susmentionnée, sous réserve de la disponibilité de fonds alloués à cette fin,

Décide en outre que les pays en développement et les pays les moins avancés extérieurs à la région de la CEE ayant fait part de leur intérêt pour la Convention pourraient eux aussi bénéficier d'une aide financière pour faciliter la participation de leurs experts et de leurs représentants à des activités organisées dans le cadre de la Convention, sous réserve de la disponibilité de fonds alloués à cette fin,

Convient qu'un tel appui financier doit être conforme aux priorités définies dans le plan de travail et décide d'appliquer les présents principes directeurs concernant l'attribution d'une aide financière pendant la période biennale 2021-2022.